

« Il faut d'abord soigner le travail »

CONFÉRENCE À L'ESC DE PAU Yves Clot évoquera demain après-midi un thème terriblement d'actualité : le stress au travail

OLIVIER PLAGNOL

o.plagnol@sudouest.com

Directeur du Centre de recherche sur le travail et le développement, titulaire de la chaire de psychologie du travail au Cnam, auteur de nombreux ouvrages dont « Travail et pouvoir d'agir » (1), Yves Clot donnera demain à 15 heures (Amphi 300 à l'ESC Pau) une conférence publique sur le thème : « Stress et organisation : quel pouvoir d'agir ? ». Une conférence organisée en collaboration avec le CIBC 64.

« Sud Ouest ». Nous serions les champions du monde des dépressions liées au travail...

Yves Clot. Ceci est à prendre avec des pincettes, mais c'est vrai qu'en France, le problème est un peu particulier, en raison de l'attachement, du lien affectif très fort que nous entretenons avec le travail, avec la qualité du travail et le « bien faire les choses ». C'est pourquoi, si on veut éviter de soigner les personnes en masse, il faut d'abord soigner le travail.

Le bien-être au travail est-il compatible avec une culture forcenée du résultat et de la productivité ?

En tout cas, il peut être compatible avec la culture de l'efficacité, ce qui est différent. Santé et efficacité ne sont pas contradictoires.

Mais si on transforme l'efficacité en productivité forcenée, en mettant la pression avec des objectifs drastiques, avec des contrôles quotidiens, cela peut faire des dégâts. On crée une obsession des objectifs et cette espèce de tyrannie de l'évaluation peut être dangereuse pour la santé.



Yves Clot. PHOTO DR.

Outre les suicides, le stress au travail serait responsable de millions d'heures d'arrêt de travail...

C'est en effet considérable. Si on cumule les pathologies corporelles, tels que les troubles musculo-squelettiques, et les psychopathologies, on atteint en France des taux impressionnants.

On disait déjà en 2008 que le stress au travail était un enjeu majeur.

Cela n'a pas empêché le mal d'empirer. Aujourd'hui, la prise de conscience est-elle réelle ?

On peut penser que tout cela n'est qu'une vague médiatique et que, lorsque le vent est passé, il ne reste que la poussière. Mais je ne crois pas que la prise de conscience soit superficielle. La pression est montée très

fort, les pouvoirs publics sont embarrassés et expriment même un certain désarroi.

Ce n'est pas une question facile à traiter, il faut du temps. Les entreprises ont mis en place des actions, mais ces plans sont fondés sur une idée : comme on ne peut pas changer les choses en profondeur, alors on va accompagner les personnes fragiles, en les repérant, en les surveillant et en les traitant si besoin. On se précipite, on cherche à coller des pansements en prenant le risque que, dessous, la plaie continue de saigner. On contourne de front les vrais problèmes, le mal est plus profond. La préoccupation réelle des entreprises face à cette question est avant tout liée à des problèmes économiques, financiers et d'efficacité.

Alors que faire ?

Il faut aller plus loin que les dispositifs de prise en charge individuelle et de pure gestion psychologique. Il faut une autre conception du dialogue social et que l'on engage de vraies négociations sur les critères de la qualité du travail.

S'intéresser au bien faire et pas simplement au bien-être. S'intéresser au travail donc, en se demandant « c'est quoi faire du bon boulot ? ». C'est la meilleure des préventions. Il faut mettre en place des organisations qui favorisent l'efficacité collective, le travail en commun, l'équipe... Il y a urgence. Les attentes sont immenses et la situation peut empirer si on n'assiste pas à un vrai sursaut.

(1) Édition PUF, mars 2008.